

même partiellement en 1936 : des comités ouvriers existaient dans les villes, dans les villages. Dans certains cas même, ils les administraient. Dans les usines, chez les marins, des comités s'étaient constitués. Des milices avaient été organisées dès le début et s'étaient regroupées dans un Comité Central des milices anti-fascistes. Des entreprises occupées étaient gérées par des comités ouvriers.

Le double pouvoir, c'est d'abord, comme en Russie à la veille d'Octobre, l'existence de soviets à la base.

Ce qui s'était réalisé en Bolivie, c'était une sorte de **Front Unique entre les organisations de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie**, réalisé par le haut, qui faisait pression sur le gouvernement bourgeois de Torres, au lieu de le démasquer et d'œuvrer à sa transformation.

Toute l'orientation de l'Assemblée Populaire revenait en effet à « exiger » du gouvernement Torres qu'il prenne des mesures révolutionnaires : on demandait à un gouvernement bourgeois qu'il veuille bien cesser d'être bourgeois ! Cette façon de faire pression à coups de pétitions et de déclarations est caractéristique des courants réformistes, toujours prêts, comme le disait Lénine, « à prêcher la vertu à des tenanciers de maisons publiques ».

Une telle attitude conduira toujours à la capitulation : en masquant par sa passivité et son légalisme le caractère de classe du gouvernement Torres, elle engendra des illusions et dupa la classe ouvrière.

Nous ne sous-estimons pas pour autant l'apport que représente malgré ses faiblesses l'Assemblée Populaire; l'expérience est sans aucun doute importante pour l'avenir si l'on sait en tirer les enseignements : **la prise du pouvoir ne passe pas par la co-gestion de la COMIBOL, mais par l'armement du prolétariat et des paysans.**

